



Lundi 18 novembre 2024

Face aux attaques patronales et gouvernementales : pas question d'accepter les sacrifices !

300 000 emplois sont actuellement menacés dans des grandes entreprises de la chimie, de l'automobile, de la grande distribution, et chez leurs sous-traitants. Des entreprises qui accumulent pourtant des profits, grâce au travail de ces salariés qu'elles veulent maintenant jeter comme des kleenex.

Les travailleuses et travailleurs produisent toujours plus, mieux, plus vite. Mais qui en profite ? Les patrons, qui imposent toujours plus de sacrifices : licenciements, augmentation des cadences et du temps de travail ou pertes de salaire. L'entreprise de verrerie Saverglass, a ainsi proposé, après des mois de chômage partiel, la baisse des salaires de 5 % !

Le gouvernement n'est pas en reste dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Apprenant que le patron milliardaire Elon Musk était chargé par Donald Trump d'anéantir des emplois publics par milliers, le ministre français de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, s'est fendu d'un message de félicitations sur les réseaux sociaux : qui se ressemble s'assemble. Et voilà que le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement. Proposition que le ministre de l'Économie trouve « intéressante » et « judicieuse » !

Devant la colère des salariés, le Premier ministre fait les gros yeux aux groupes qui licencient tout en faisant des bénéfices et en empochant les aides publiques, les Auchan, Stellantis et autres Michelin. Mais c'est bien pour rembourser ces milliards de cadeaux que Barnier veut faire passer 60 milliards d'économies dans le budget 2025.

Tous ensemble !

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet (Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans

les Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement. Entre-temps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés...

Le gouvernement et le patronat essaient de nous isoler et de nous monter les uns contre les autres. Nous devons nous armer contre toutes les tentatives de division, que ce soit entre salariés du public et du privé, ou entre salariés des différents pays. Ce n'est pas en fermant les frontières au nom du « protectionnisme » que l'on empêchera le patronat d'exploiter et de licencier. Leur plus grande peur est que nos luttes convergent, que les salariés menacés de licenciement se coordonnent, que des actions communes soient décidées par les grévistes.

La seule solution, c'est de nous battre, ensemble, à l'image du mouvement contre la vie chère qui touche la Martinique depuis deux mois.

Alors oui, chaque journée de lutte doit devenir un point de ralliement et être une étape dans la construction de la lutte collective ! C'est la seule voie pour arracher l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, l'embauche définitive des précaires et des emplois partout où ils manquent cruellement, pour des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation.

C'est nous qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider !

La pilule de trop !

La direction a fini par cracher le morceau : elle veut faire des économies sur le dos des ordonnanciers. Une trentaine en moins sur la France et cinq postes sur Île-de-France.

En fait Suez veut supprimer les emplois pour augmenter ses profits, comme beaucoup d'entreprises en ce moment. Résultat : des mobilités forcées et des intérimaires qui vont rester sur le carreau. Et nous, on devrait en baver de plus en plus à tous les niveaux.

Mais nous n'avons pas à subir ! Commençons par exiger l'embauche en CDI de tous les intérimaires et CDD. A l'ordo et aussi ailleurs, comme à la clientèle.

Mécontentements multiples

Le Multicanal de Montgeron devant fermer, 22 personnes se trouvent encore en pleine incertitude sur leur avenir. Elles subissent le stress de ne pas savoir où elles vont être envoyées. Nous aurions pu nous réjouir de l'arrivée de nouveaux collègues s'ils étaient volontaires. Mais ils se retrouvent sur un lieu d'embauche plus éloigné et dans des services en sous-effectifs. Rien de souhaitable !

Si la direction fait en sorte de rassembler les mécontents, faisons en sorte de nous organiser pour défendre nos propres intérêts.

L'agriculture capitaliste nuit à l'eau potable

Un rapport confidentiel des ministères de la Santé, de la Transition écologique et de l'Agriculture datant de juin 2024, a été révélé récemment par le média *Contexte*. Il signale que la lutte contre la contamination de l'eau par les pesticides est un échec. Dans de nombreux territoires, les seuils réglementaires de métabolites de pesticides dans l'eau potable sont toujours dépassés. Le rapport préconise de multiplier les zones avec restriction de l'usage des pesticides autour des zones de captage.

Mais face au lobby de l'agriculture productiviste, le gouvernement Barnier fait exactement l'inverse, cédant à toutes les demandes de la FNSEA (syndicat patronal agricole).

Absences des fonctionnaires : diviser pour mieux exploiter

Kasbarian, ministre de la Fonction publique cible de manière parfaitement démagogique les absences de fonctionnaires comme un « fléau » qui exploserait. Ses « solutions » : porter à trois jours le nombre de jours de carence, non compensé par l'employeur, qui est donc l'État, et abaisser à 90 % l'indemnisa-

tion des agents du service public lors d'arrêts maladie.

Mais la direction de la fonction publique vient de révéler que les fonctionnaires se sont absentés 12 jours en moyenne en 2023, soit seulement 1,7 jour de plus que dans le privé. Selon elle, s'ils demeurent légèrement plus absents que les salariés du privé, cela tient à deux facteurs : « Les effets de structure (davantage de femmes et des agents plus âgés) » ainsi que « la présence de métiers à forte pénibilité » (aides-soignantes, infirmières, agents d'entretien...).

Opposer les travailleurs du public et du privé est une vieille ficelle pour mieux attaquer tout le monde : si les trois jours de carence sont adoptés dans le public, les patrons du privé en profiteront pour remettre en cause les accords d'entreprise qui assurent le maintien des salaires, comme à Suez.

Comment un milliardaire échappe à la justice

Le procès de l'ancien patron du renseignement intérieur, Bernard Squarcini, se déroule devant le tribunal correctionnel de Paris. Il lui est reproché d'avoir, entre 2013 et 2016, mobilisé ses réseaux pour espionner François Ruffin et son journal satirique *Fakir* pour le compte de Bernard Arnault. Le patron du groupe de luxe LVMH n'avait pas apprécié le film de Ruffin, *Merci patron !*, qui le tournait en ridicule.

Mais Arnault, le donneur d'ordre, est absent du banc des accusés. En effet, en 2021 il a passé un accord avec la justice qui, contre le paiement d'une amende de dix millions d'euros, a abandonné toute poursuite à son encontre. La justice est la même pour tous... sauf pour les très riches.

Un nouveau rapport accablant pour Israël

Conclusion du dernier rapport de l'ONG Human Rights Watch sur la situation à Gaza : le gouvernement israélien commet un « crime de guerre » et un « crime contre l'humanité » en obligeant la population civile à se déplacer, sans lui apporter de solution sécurisée. Selon ce rapport, la stratégie de l'armée israélienne « semble également correspondre à la définition du nettoyage ethnique ». Et de noter les attaques généralisées et systématiques contre la population civile, la destruction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux, du réseau d'eau potable, des centrales électriques, etc. De plus l'armée sioniste a systématiquement rasé des vergers, des champs, des serres et d'autres infrastructures civiles, faisant tout pour que les Palestiniens ne puissent plus rentrer chez eux. Un réquisitoire de plus sur le génocide que subissent les Gazaouis avec la complicité de nos gouvernants.